



Ministère de l'Education nationale, de la Jeunesse et des Sports  
Ministère du Travail, de l'Emploi et de l'Insertion  
Ministère des Solidarités et de la Santé

## **CONCOURS EXTERNE, INTERNE ET TROISIEME CONCOURS POUR LE RECRUTEMENT DES CONSEILLERS D'EDUCATION POPULAIRE ET DE JEUNESSE**

**Année 2020**

**Spécialité : Anthropologie sociale et culturelle, expertise des territoires**  
**Sujet n° : 2 (principal)**

### **EPREUVE : 1 admission (externe, interne et troisième concours) :**

Epreuve technique et pédagogique consistant, à partir d'un dossier comportant 20 pages maximum élaboré par le jury, en l'exposé d'un projet d'action portant sur la mise en œuvre d'une politique publique de la jeunesse, de l'éducation populaire et de la vie associative en privilégiant et mobilisant les compétences du candidat dans sa spécialité. Cette épreuve permet de tester l'aptitude pédagogique du candidat et sa capacité à transmettre, former, convaincre et écouter un public, constitué du jury, qu'il doit identifier comme un groupe de décideurs. Le candidat doit démontrer sa capacité de transmission ainsi que celle à concevoir globalement une action plaçant les destinataires en situation d'agir en mobilisant les démarches d'éducation populaire (durée : trois heures, dont deux heures de préparation et une heure d'entretien, dont trente minutes d'exposé et trente minutes de questionnement avec le jury ; coefficient 3, dont coefficient 1 pour l'exposé et coefficient 2 pour l'entretien avec le jury).

En vue de cet entretien, le jury utilise une grille d'évaluation dont le contenu est chaque année mis en ligne sur le site internet du ministère en charge de la jeunesse.

<b>IMPORTANT : dès la remise du sujet, les candidats sont priés de vérifier la numérotation et le nombre de pages du dossier documentaire. Ce dossier comporte 7 documents et 20 pages.</b>
---

### **Sujet :**

Vous êtes affecté(e) en qualité de conseiller(ère) d'éducation populaire et de jeunesse (CEPJ) dans une direction départementale de la cohésion sociale (DDCS).

Dans le contexte d'appel à mobilisation de la jeune militante suédoise, Greta THUNBERG, autour des enjeux environnementaux, la fédération départementale des centres sociaux vous sollicite pour les accompagner à soutenir l'émergence de projets portés par les jeunes et les habitants concernant l'environnement.

Vous exposerez à l'Inspecteur Jeunesse et Sports et à vos collègues Personnels Techniques et Pédagogiques (Conseiller d'éducation populaire et de jeunesse et Professeur de sports), un projet d'action transversal au service, en soutien à cette dynamique citoyenne.

Vous rédigez cette note à partir des documents mis à votre disposition et de vos connaissances sur le sujet.

Documents joints :

Document 1 : Extraits de l'article de Michèle Catroux, « Introduction à la recherche-action : modalités d'une démarche théorique centrée sur la pratique », Recherche et pratiques pédagogiques en langues de spécialité. [En ligne], Vol. XXI N° 3   2002, mis en ligne le 16 mars 2014 <a href="http://journals.openedition.org/apliut/4276">http://journals.openedition.org/apliut/4276</a> DOI : <a href="https://doi.org/10.4000/apliut.4276">https://doi.org/10.4000/apliut.4276</a> , (6 pages).	Pages 1 à 6
Document 2 : Article de Claude Bourquard, « Éducation relative à l'environnement, composante d'une éducation populaire et citoyenne ». Cahiers de l'action 2016/1 (N° 47), Extrait. DOI 10.3917/cact.047.0021. (4 pages).	Pages 7 à 10
Document 3 : MELLON Agathe et MORGHADI Amélia. Le bel âge s'engage. KAIZEN, 2020, Écologie, comment les jeunes s'engagent ? Numéro 52, extrait. (2 pages).	Pages 11 et 12
Document 4 : BARBE Astrid et HOCHBERG Juliette. Lou BOUDOL, le terrain est sa force. KAIZEN, 2020, Écologie, comment les jeunes s'engagent ? Numéro 52. (1 page).	Page 13
Document 5 : JAMES Maxime et CHEVAL Bastien. Thomas LE GUILLOUX, A temps plein pour le climat. KAIZEN, 2020, Écologie, comment les jeunes s'engagent ? Numéro 52. (1 page).	Page 14
Document 6 : BOUGRAIN DUBOURG Allain, DULIN Antoine. L'éducation à l'environnement et au développement durable tout au long de la vie, pour la transition écologique. Les avis du Conseil Economique, Social et Environnemental, au nom de la section de l'environnement. 2013. (4 pages).	Pages 15 à 18
Document 7 : Le réseau jeunes 2019, communiqué de presse, Urgence écologique : les jeunes des centres sociaux s'engagent pour l'environnement. (2 pages).	Pages 19 et 20

# Document 1:

## 1. Définition de la recherche-action

La recherche-action représente un champ grandissant de la recherche éducative dont le but primordial est la reconnaissance des demandes des enseignants pour passer de l'étape de la réflexion organisée à la pratique de classe. La recherche-action est un processus destiné à doter tous les participants de la scène éducative, qu'il s'agisse des étudiants, des enseignants ou d'autres intervenants, des moyens d'améliorer leurs pratiques grâce à leurs expériences éclairées et nourries des savoirs théoriques en cours. Tous les participants deviennent acteurs consentants du processus de recherche.

L'objectif principal de la recherche-action est de fournir un cadre aux investigations qualitatives effectuées par les enseignants et les chercheurs en situations complexes de classe. Elle contribue à faciliter l'identification d'un problème ou l'émergence d'une question saillante et la résolution de ceux-ci par la mise en place de stratégies visant à l'amélioration d'une situation insatisfaisante pour chacun des participants. Elle permet au praticien d'apprendre à identifier ses besoins tout en restant en contact avec son terrain d'action et d'établir une démarche pour atteindre des objectifs de changement. Grâce à la réflexion personnelle qu'elle produit et à son dynamisme, elle aide à sortir de l'enseignement statique qui consiste à réitérer une même stratégie sans parvenir à améliorer les résultats d'apprentissage. Elle permet également une meilleure prise de conscience de l'impact des interventions en classe.

Une des grandes richesses de la recherche-action est sa flexibilité : il y a autant de variantes de cette forme de pratique réfléchie que d'enseignants et d'apprenants évoluant dans autant de situations particulières. Il n'y a pas de bonne façon de pratiquer la recherche-action et de devenir praticien-chercheur. Le praticien qui s'engage dans des voies de réflexion ouverte invente sa propre méthodologie au fur et à mesure de la mise en place d'actions innovantes et opère un retour systématique vers les bases théoriques adéquates. La recherche-action conduit chacun de nous à élaborer et expérimenter des méthodes originales, à contribuer à sa formation continue et à celle des membres du groupe. Elle pousse à élaborer des propositions d'enseignement autour de thématiques particulières et à produire des documents pouvant constituer un apport pour l'enseignant, tant par rapport à la discipline qu'il enseigne que pour sa pratique pédagogique même.

Cette méthodologie est destinée à avoir des retombées autant dans la pratique que dans la théorie. C'est pourquoi la composante *recherche* est variable et peut prendre la forme d'une meilleure compréhension de la part des personnes impliquées. La réactivité de la recherche-action lui permet d'être utilisée pour développer des hypothèses à partir de données collectées sur le terrain. Elle peut donc être utilisée aussi comme instrument d'investigation et généralement pour établir un diagnostic ou procéder à une évaluation.

## **2. Caractéristiques de la recherche-action**

Venu tout droit du domaine des sciences sociales, le terme de recherche-action est attribué à Lewin (1946), psychologue expérimental allemand, qui a avancé l'idée qu'à travers la recherche-action des avancées théoriques pouvaient être réalisées en même temps que des changements sociaux. Il décrit les phases de la recherche-action comme une spirale de cercles de recherche progressant chacun d'une description de l'existant vers un plan d'action.

Le mouvement allant du champ d'action au plan d'action nécessite discussion, négociation, exploration et évaluation des possibilités, et examen des contraintes. Le plan d'action est ensuite suivi d'une phase d'intervention qui est mesurée et contrôlée. L'apprentissage, la discussion, la réflexion, la compréhension, la reformulation, tout se passe pendant la phase d'action et de contrôle. L'arc final du cercle de recherche est l'évaluation des effets du plan sur l'action. Cette évaluation à son tour mène à un nouveau plan d'action et le cycle recommence.

La recherche-action est une façon utile de pratiquer la recherche pour l'enseignant qui souhaite améliorer la connaissance de sa pratique. Elle permet également d'impliquer les différents acteurs dans ce processus. Elle est donc adaptée à des situations où il est souhaitable d'appliquer une action pour obtenir un changement et, en même temps, de développer une meilleure compréhension qui permet d'instruire le changement même et d'améliorer une situation concrète.

La recherche-action dans la situation éducative est le plus souvent initiée par l'enseignant puisqu'elle consiste à porter un regard critique sur ses pratiques de classe et, après une réflexion approfondie et l'observation de dysfonctionnements, à mettre en place des stratégies correctrices.

### **La recherche-action suit un schéma cyclique**

Elle se présente comme une spirale de cycles de recherche de structure identique. Chacun débute par une observation de ce qui se passe sur le terrain. La réflexion qui suit permet de déterminer un plan d'action. Ce plan est mis en œuvre, ses effets analysés, puis altérés si nécessaire et le cycle reprend en séquences similaires.

Le passage de l'observation de terrain au plan d'action nécessite une discussion, une négociation, l'exploration des diverses possibilités, l'évaluation de ces possibles, et l'étude des contraintes. Des changements sont ensuite opérés selon le plan établi et sont soigneusement contrôlés afin de pouvoir conduire à leur étude et analyse. Une réflexion est ensuite menée sur les retombées des démarches effectuées et d'autres changements sont mis en place en fonction des résultats obtenus. La réflexion conduit au stade suivant de planification. Cette planification n'est pas une phase distincte en elle-même ; elle est générée par l'action et la réflexion. En conséquence, la multiplication de cycles courts permet d'accélérer les changements apportés et d'affiner les actions envisagées.

La représentation (fig. 1) d'un protocole de recherche-action établi par Kemmis et McTaggart en 1988 et cité par MacIsaac (1996) montre bien la nature répétitive de la recherche-action ainsi que les phases principales de planification, action, observation et réflexion avant une révision du plan.

**La recherche-action est également participative et collaborative.**

Dans la situation éducative, elle nécessite la participation et l'application active du chercheur, de l'enseignant et des apprenants. Elle favorise la collaboration entre les différents partenaires et ne peut se concevoir sans la négociation en commun du plan d'action. Son efficacité dépend de l'accord et de l'implication de tous ceux qui seront affectés par sa mise en place. Le praticien-chercheur se trouve donc inclus dans le processus à part égale avec les autres participants. Les participants ont connaissance de tous les aspects de l'action menée et prennent part aux phases de négociation, d'observation, et de prise de décision. Ils peuvent contribuer également à la sélection des stratégies mises en œuvre.

Néanmoins, les degrés de participation peuvent varier. Dans certains cas il peut y avoir un véritable partenariat entre le chercheur et les acteurs. La distinction entre eux peut disparaître. Dans d'autres cas, le praticien-chercheur peut décider pour une raison quelconque de conserver un rôle distinct. La participation dans ce cas est limitée à un rôle d'information. Les participants eux aussi peuvent choisir de ne pas prendre part à toutes les phases de l'action. Dans tous les cas, pourtant, la communication entre les participants reste essentielle.

En conséquence, la question de l'identité du praticien-chercheur se pose. Plusieurs situations sont possibles. L'enseignant en situation professionnelle peut mener une recherche-action dans laquelle il serait à la fois chercheur-théoricien et acteur sur le terrain. Dans d'autres cas, il peut s'agir de deux entités distinctes. Une organisation peut faire appel à un ou plusieurs chercheurs académiques afin d'apporter les connaissances méthodologiques qui lui font défaut et l'aider à résoudre une situation qu'elle a jugée insatisfaisante. Ceci permet sans doute un meilleur recul par rapport à la situation donnée mais peut créer des difficultés relationnelles dans la mesure où le praticien peut mal vivre l'ambiguïté entre sa situation de sujet d'observation et son statut de chercheur.

Le rôle du chercheur, qu'il soit extérieur ou qu'il se confonde avec l'enseignant lui-même, est de mettre en place et de lancer le processus de recherche-action de manière à emporter l'adhésion des participants, et de faire émerger des solutions favorables à chacun afin que la démarche puisse être maintenue par la suite. Plusieurs rôles sont ainsi identifiables

- responsable de la planification ;
- catalyseur ou facilitateur de l'action ;
- concepteur de tâches ou stratégies de remédiation ;
- observateur ;

- rédacteur de la synthèse.

Le rôle principal que l'on peut souligner est bien de favoriser la réactivité des acteurs sur le terrain. Quand cela est acquis, les méthodes sont comprises et les partenaires peuvent continuer sur leur lancée. Le rôle du chercheur commandité est essentiellement de prendre le temps de faciliter les échanges et les dialogues, et de faire émerger des analyses poussées, d'établir des rapports périodiques et d'écrire le rapport final lorsque son rôle est terminé.

De plus, les objectifs de la recherche-action ne sauraient se réaliser dans un total isolement. Si l'enseignant est susceptible d'apprendre sur ses pratiques, d'acquérir de nouvelles idées, de gérer ses résultats, il ne peut le faire que grâce au soutien actif et aux critiques constructives de ses pairs. C'est pourquoi il apparaît qu'une collaboration à l'intérieur d'un groupe d'enseignants offre les meilleures possibilités de mener à bien une telle démarche.

### 3. Étapes principales d'une recherche-action

Examinons à présent de plus près les différentes phases d'une démarche de recherche-action afin d'en faciliter la mise en œuvre.

#### **Identification du problème**

La première phase de la démarche commence évidemment par l'identification d'un problème (voir schémas établis par Kemmis & McTaggart, et Susman) ou dans le cas qui nous intéresse par une réflexion approfondie sur ses pratiques pédagogiques. Cette réflexion peut être initiée par l'observation que fait un enseignant de sa propre pratique ou de celle d'un autre, à la suite d'une conversation avec un collègue, ou bien après l'observation détaillée de vidéos de leçons, ou par la question d'un étudiant ou son comportement, par le commentaire de tiers qui peuvent être à la fois des collègues, des parents, et des cadres administratifs... Elle peut bien entendu faire suite à la lecture d'un ouvrage.

Pour parler de ces éléments fortuits qui peuvent permettre le démarrage du processus, Newman (1987) parle de « *critical incidents* », incidents critiques que représentent ces moments privilégiés qui nous permettent d'examiner nos croyances et notre enseignement avec le recul nécessaire à une mise en perspective.

Quelle que soit la nature de l'élément précurseur, la focalisation reste toujours le praticien. Quelle que soit la méthodologie utilisée, l'objectif est de ne pas perdre de vue l'amélioration des pratiques, et la prise de conscience accrue du poids que fait peser le contexte sur ce que nous pouvons réellement obtenir.

L'observation d'une part, et la réflexion d'autre part, permettent d'identifier un *problème*. Ce *problème*, terme qui en recherche-action s'applique à l'objet de l'observation, doit être en relation directe avec le changement désiré. Bien évidemment, ce *problème* doit être quelque chose sur quoi un enseignant a la

capacité d'agir. Sont donc exclus du champ d'application de la recherche-action les éléments sur lesquels nous n'avons pas de prise comme les instructions officielles ou les contenus de manuels.

### **Établissement d'un plan d'action**

Le plan d'action nécessite de se conformer à une méthode existante de recherche et présuppose l'utilisation d'outils rigoureux pour la collecte préalable de données.

Les méthodes qualitatives les plus souvent choisies incluent :

- les entretiens approfondis,
- l'observation des participants,
- les études de cas,
- les comptes-rendus d'événements.

La prise de notes qui accompagne ces méthodes peut se faire sous forme de descriptions détaillées des acteurs et des contextes. Elle peut prendre la forme de journal de bord, de mémos, de minutes de réunion, de photographies, de vidéos... La validité de la recherche-action peut être atteinte de multiples façons. On favorisera cependant l'utilisation de la méthode appelée de « triangulation » qui combine trois sources différentes de données.

Les méthodes quantitatives, quant à elles, peuvent être des questionnaires, des sondages, la vérification de listes de points clés, de feuilles de test, ou des fiches de bilan. On peut bien sûr aussi mentionner l'analyse des scores obtenus par les étudiants par le passé afin de mesurer l'effet des nouvelles stratégies.

Une démarche de recherche-action doit se baser sur la découverte et la maîtrise des outils existants correspondant aux nécessités de la recherche en cours ou qui peuvent être aisément modifiés pour s'y conformer. Dans cette optique, on pourra se référer utilement à l'ouvrage de Jaeger (1988).

Cette phase de planification de l'action est cruciale. Plus l'enseignant peut anticiper sur l'action et plus il peut inclure de détails dans le plan. Plus le plan est détaillé, et moins l'enseignant se trouvera pris de court devant une situation inopinée. Il ne sera dans ce cas pas contraint de prendre des décisions instantanées sans le bénéfice de la réflexion.

### **Mise en place de l'action**

Une fois le plan établi, la recherche-action proprement dite peut commencer.

En dépit de toutes les précautions que l'on a pu prendre au début du processus, il convient de ne pas négliger le fait que même les plans les mieux établis nécessitent malgré tout des modifications au fur et à mesure de la recherche. Tandis que l'information est collectée, des schémas commencent à apparaître, et des changements doivent être apportés en cours de route.

Il est donc important pendant cette phase de prendre le temps d'examiner en détail les données au fur et à mesure de leur collecte. Analyse et réflexion sont nécessaires de manière à évaluer les effets des actions menées et d'y apporter des actions correctives. Des procédures d'analyse de données seront donc indispensables.

### **Évaluation des effets de l'action**

À la fin de la phase d'action, vient le moment de l'évaluation. Les questions ci-dessous peuvent permettre d'orienter l'évaluation.

- Quels changements ai-je observés ?
- Quel effet ce changement a-t-il eu sur les étudiants ?
- Qu'ai-je appris à propos de mes étudiants ? À propos de l'apprentissage ? À propos de la matière enseignée ?
- Ce changement devrait-il désormais faire partie de ma pratique régulière ?

### **Communication des conclusions et valorisation de la recherche**

Il est nécessaire, nous l'avons compris, de partager et de confronter ses points de vue et ses observations avec d'autres membres de l'équipe éducative. La recherche-action ne peut se concevoir dans l'isolement. Bien que la recherche puisse être parfois une activité solitaire, et que la réflexion soit une composante essentielle de la recherche-action, les enseignants ne peuvent s'engager avec succès dans cette démarche sans soutien extérieur. Ce soutien peut provenir d'autres enseignants et d'autres éducateurs qui ont déjà fait ou qui sont au même moment engagés dans une recherche-action. Leur aide prendra forme lors d'occasions de discuter la situation étudiée, et pourra intervenir à n'importe quel moment du processus. En outre, cette communication interviendra dans un environnement critique sans qu'aucun des partenaires présents ne s'érige en juge.

Par ailleurs, en tant que membre d'une communauté spécifique, il est souhaitable que l'enseignant partage ses expériences et ses observations avec les autres membres de cette communauté afin de partager à plus vaste échelle la connaissance acquise au cours de sa recherche-action. Le message sera alors composé des éléments importants exposés de manière lucide, concise et explicite tout en montrant les relations logiques entre le problème, l'action, les informations collectées et l'évaluation de cette action.



## QUESTIONS • RÉFLEXIONS

# Éducation relative à l'environnement, composante d'une éducation populaire et citoyenne

CLAUDE BOURQUARD,

coprésident du GRAINE<sup>20</sup> Île-de-France, le réseau des acteurs franciliens de l'éducation à l'environnement et au développement durable

### Un besoin éducatif ancien

Ce sont, en premier, les philosophes grecs et romains qui vont s'intéresser à la nature d'un côté, à l'éducation d'un autre. Mais ils ne feront pas réellement le lien entre ces deux domaines, bien que l'épicurisme en présente toutes les potentialités. Ce n'est qu'à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, quand l'éducation populaire devient un réel outil d'émancipation des citoyens, que l'éducation relative à l'environnement sera évoqué en tant que telle par des géographes (Patrick Geddes<sup>21</sup>, Élisée Reclus, Charles Perron), même s'ils n'utilisent pas ces termes. Ils défendent également les pédagogies libertaires, préfigurant les futures pédagogies nouvelles.

La caractéristique de cette période est d'affirmer la nécessité d'un nouveau rapport de l'homme à la nature et à l'environnement qu'il est nécessaire de construire par la conjonction des pédagogies non directives, des approches sensibles et des approches scientifiques.

Élisée Reclus conditionnera même le progrès des sociétés humaines à la nécessité d'une éducation relative aux relations entre l'homme et son environnement<sup>22</sup>. Il publiera aussi le premier ouvrage ayant une véritable vocation d'éducation populaire relative à l'environnement : *Histoire d'un ruisseau*<sup>23</sup>.

20. Groupement régional d'animation et d'information sur la nature et l'environnement.

21. GEDDES P., « Nature study and geographical education », *Scottish Geographical Magazine*, n° 18, 1902, p. 525-536.

22. RECLUS É., « Du sentiment de la nature dans les sociétés modernes », *La Revue des Deux Mondes*, n° 63, p. 352-381.

23. RECLUS É., *Histoire d'un ruisseau. Bibliothèque d'éducation et de récréation*, Hetzel et Cie, Paris, 1869.

## La concrétisation dans les années 1960-1980

Dans cette période, trois groupes d'acteurs vont prendre en compte la nécessité environnementale pour créer l'éducation relative à l'environnement : l'éducation scientifique, la protection de l'environnement et l'éducation nouvelle, en particulier les enseignants pratiquant les techniques Freinet<sup>24</sup>. Les acteurs de chacun de ces champs vont apporter leurs approches et savoir-faire et partager une finalité commune : la relation de l'homme à son environnement.

Cette convergence se traduit aussi dans les institutions internationales par l'affirmation de la nécessité éducative lors de la Conférence des Nations unies sur l'environnement de Stockholm<sup>25</sup> en 1972, suivie du Colloque international de l'éducation relative à l'environnement de Belgrade<sup>26</sup> en 1975.

C'est lors de cette période que vont apparaître les premières « maisons de la nature » constituées par des associations ou des collectivités territoriales et dont la vocation est avant tout plus éducative que préservatrice. Leur dénomination évoluera dans les années 1990 pour devenir « maisons de l'environnement ».

## De la posture militante à la posture éducative

La confrontation éducative a principalement eu lieu entre les acteurs des pédagogies nouvelles et ceux de la protection de l'environnement. Les premiers prônant une éducation non directive alors que les seconds étaient plus orientés sur les bonnes attitudes à acquérir pour protéger l'environnement.

Progressivement se construit une finalité totalement intégrée dans celles de l'éducation populaire : faire en sorte que le citoyen acquière les savoirs, savoir-faire et savoir-être qui lui permettront tant individuellement que collectivement de se construire un avis sur les questions d'environnement et d'agir en conformité avec ces avis. L'éducation relative à l'environnement est donc bien une éducation populaire à vocation émancipatrice.

Mais la posture militante n'a pas complètement disparu. Elle reste très présente dans la mesure où cette volonté d'émancipation du citoyen vise clairement, dans les années 1980, à la suite de la conceptualisation en 1979 du « principe responsabilité » par Hans Jonas<sup>27</sup>, à faire évoluer le modèle sociétal rendu responsable des problèmes environnementaux.

## Les pédagogies mises en œuvre

L'important travail mené par le réseau national École et Nature et par les réseaux régionaux tels le GRAINE Île-de-France et ses équivalents dans les autres régions, en organisant des échanges sur les pratiques pédagogiques entre les acteurs éducatifs – école, associations, collectivités territoriales – va petit à petit imposer des démarches pédagogiques centrées autour de la pédagogie de projet, dans la mesure où l'enfance reste la cible principale des actions éducatives.

24. FREINET C., « Les techniques Freinet de l'école moderne », *Carnets de pédagogie pratique*, n° 326, Armand Colin, coll. « Bourrelier », Paris, 1964.

25. *Déclaration de la Conférence des Nations unies sur l'environnement*, rapport de la Conférence des Nations unies sur l'environnement, déclaration de Stockholm, A/CONF.48/14, 2 et Corr.1, 1972.

26. *La charte de Belgrade, un cadre mondial pour l'éducation relative à l'environnement*, Colloque international sur l'éducation relative à l'environnement, Belgrade, 13 au 22 octobre 1975, centre de documentation de l'UNESCO.

27. JONAS H., *Le principe responsabilité, une éthique pour la civilisation technologique*, Cerf, Paris, 1979.

Toutefois, la très grande diversité des situations éducatives nécessite différentes postures éducatives faisant aussi appel à la pédagogie expérientielle, la pédagogie du détour, la pédagogie du lieu (*place pedagogy*). La posture behavioriste qui vise à inculquer des savoirs et des comportements sans les soumettre à une mise en débat construite et critique est rapidement abandonnée.

Toutefois, l'éducation relative à l'environnement reste très souvent cantonnée à un public captif: enfants en milieu scolaire ou périscolaire, adultes en formation, ou à un public spécialiste tels les naturalistes.

Ce n'est qu'à partir des années 2010 que l'éducation à l'environnement, qui, entre-temps, s'est ajoutée le qualificatif « et au développement durable » (EEDD), va se poser la question de prendre en compte, dans ses finalités, l'émergence des initiatives citoyennes qui partagent avec elle un projet de société plus respectueux de l'environnement: association pour le maintien d'une agriculture paysanne (AMAP), mouvement Colibris, initiatives citoyennes de quartier, contestation des grands projets inutiles, démocratie directe...

## Construire la transition

C'est à partir de 2005 que la notion de développement durable va être fortement remise en cause par le champ de l'éducation relative à l'environnement, en particulier par Lucie Sauvé et ses collègues de l'université du Québec à Montréal<sup>28</sup>. Ils dénonceront la dilution des objectifs sociétaux dans une notion de moins en moins transformatrice culturellement et sur le plan environnemental. Introduisant dans l'éducation populaire la finalité d'une écocitoyenneté critique, Lucie Sauvé caractérise les trois sphères interreliées du développement personnel et social qui définissent l'éducation relative à l'environnement.



Cet élément conceptuel permet de relier l'éducation relative à l'environnement aux mouvements qui animent une véritable transformation de la pensée dans les sociétés mondialisées. L'éducation relative à l'environnement se doit maintenant de se questionner sur sa

28. BADER B., SAUVÉ L., *Éducation, environnement et développement durable, vers une écocitoyenneté critique*, Presses de l'Université Laval, coll. « L'espace public », Laval, Québec (Canada), 2011.

## QUESTIONS • RÉFLEXIONS

capacité à susciter et accompagner les initiatives citoyennes, dans la mesure où il ne suffit plus de sensibiliser (changement culturel), mais d'agir concrètement dans la transformation sociale et écologique de la société. Ce qui pose la question de l'élargissement des pédagogies qu'elle met en œuvre.

Dans la logique des pédagogues dont s'est revendiquée l'éducation relative à l'environnement – Rousseau, Dewey, Freinet, Decroly, Ferrer –, il apparaît naturel qu'elle s'empare des concepts portés par la pédagogie institutionnelle, telle que l'a formulée Fernand Oury<sup>29</sup>, en la transposant de la classe au groupe de citoyens en démarche active. Des citoyens qui prennent une initiative dans la cité relativement à leur environnement sont un groupe en pédagogie institutionnelle.

Ce groupe de citoyens passe du monde objet au monde projet, selon l'expression de Philippe Meirieu<sup>30</sup>. Il entre en transition. Les acteurs de l'éducation à l'environnement ont une mission: celle de construire les environnements sociopédagogiques permettant à des groupes de citoyens, tant enfants qu'adultes, d'entrer dans une posture d'analyse critique de leur environnement avec une volonté d'y agir/interagir concrètement.

Il n'y a donc pas opposition entre acteurs de l'éducation relative à l'environnement et acteurs des initiatives citoyennes, mais une convergence au même titre que celle qui s'est réalisée entre la protection de l'environnement et les pédagogies nouvelles. Il serait dangereux que l'une ou l'autre se positionne en différenciation, au pire en rupture, pour se sentir exister alors que l'enrichissement mutuel est un fondement pédagogique des deux champs d'acteurs. Ce serait se priver d'un potentiel de transformation sociale et écologique important.

29. VASQUEZ A., OURY F., *Vers une pédagogie institutionnelle*, Maspero, Paris, 1967.

30. MEIRIEU P., *Éduquer à l'environnement: pourquoi? Comment? Du monde-objet au monde-projet*, conférence de Philippe Meirieu, UNESCO, France, novembre 2001.

# LE BEL ÂGE S'ENGAGE

Face à la crise écologique, on évoque souvent la fougue d'une jeunesse révoltée s'appropriant la rue. La réalité des engagements des moins de 25 ans pour l'écologie est plus contrastée. Associations, syndicats, organisations citoyennes, partis politiques... Où et comment se joignent-ils à la lutte aujourd'hui ? Tour d'horizon des initiatives.

On l'aperçoit de loin : une immense pêche en carton, apposée contre un vieux mur d'usine. Un petit groupe s'affaire autour d'affiches et de pancartes. Le vert est dans le profil. « Dougnes Construction, laisse béton ! » À Montreuil (Seine-Saint-Denis), ce mercredi 17 juin 2020, dans le quartier des Murs-à-Pêches, une petite centaine de personnes sont rassemblées pour une action de sensibilisation contre la dépollution bâclée de l'ancienne usine EIP. Un foulard bleu sur la tête, Samantha Lebrun, 25 ans, est de la fête. Elle travaille pour la Fédération des Murs à pêches, qui rassemble et coordonne quinze associations réunies sur 3 hectares d'anciens vergers. Samantha est aussi une des plus jeunes du conseil d'administration de

*« Je voudrais me rapprocher de la fabrication de la loi, avoir une action à visée systémique. »*

l'association Restes Ensemble, en lutte pour préserver la santé des habitants face à la dépollution du site. Il y a encore un an, la jeune femme ne se disait pas militante. En rejoignant le secteur associatif, elle a trouvé un métier en phase avec ses valeurs : « J'ai toujours été écologiste. Mais je n'ai

jamais réussi à trouver ma place dans les manifestations. Mon engagement, je le vivais aux Murs-à-Pêches. » Pourtant, descendre dans les rues pancartes à la main a été le reste, pour toute une frange de la jeunesse, le premier doigt dans l'engrenage du militantisme écologique.

## DE LA COLÈRE À L'ACTION :

Le « phénomène Greta » : tout-à-fait faut-il tout de même commencer par là ? Voilà deux ans que la Suédoise de 17 ans sonne l'alarme face à la situation climatique et crie sa colère devant l'inaction des gouvernements. Entraînant dans son sillage toute une génération de jeunes révoltés, désenparés, inquiets, et faisant naître des mouvements comme Youth for Climate (YFC). « Quand j'ai entendu l'appel de Greta Thunberg, ça m'a juste semblé logique d'y répondre. Participer à des actions, des manifestations m'a permis de passer d'un état de colère à l'action », reconnaît Emma, 16 ans. Le mouvement initié par Greta, c'est d'abord cela : un élan. Une « envie de tout faire péter », selon Fabien, 22 ans, chargé de communication pour YFC France. « On sert à souligner l'absurdité du monde. Marches, « die-in », actions anti-pub, blocages symboliques : le but est de dénoncer, d'attirer le regard, de pousser à réfléchir. Le mouvement YFC est à l'image de la jeunesse qui le porte : facile d'accès, flexible,

KAIZEN - N° 62 - SEPTEMBRE-OCTOBRE 2020

spontané. Ils articulent de façon décentralisée autour de l'action directe, refusant les compromis. « Mais on passe énormément de temps à essayer de trouver des consensus, que ce soit en assemblée générale ou sur nos réseaux », souligne Fabien. Au risque d'essouffler de jeunes militants en quête d'action.

Lolà, 17 ans, a préféré s'engager avec Greenpeace, qui, en tant qu'association transnationale, conjugue actions de rue et lobbying politique puissant. La diversité générationnelle est pour la lycéenne une vraie richesse. « Certains ont plus de quarante ans d'expérience militante ! » s'enthousiasme-t-elle. La jeune fille, qui vit aux Mureaux, dans les Yvelines, souligne l'entre-soi des mouvements de jeunesse : « On oublie qu'en dehors des grandes villes, les jeunes ne pensent même pas à l'écologie. Dans ma ville, en banlieue, c'est encore la honte d'être éco. Mais être à Greenpeace, ça a quand même de la gueule ! » Paradoxalement, cette lycéenne ne se sent pas proche des modes d'action de sa génération. « Dans les manifestations de jeunes pour le

climat, on va beaucoup parler, on va chercher à faire changer les consciences. Mais au final, on est très peu écoutés, on amuse la galerie avec nos pancartes. »

## AU-DELÀ DE LA RUE

Claire Lejeune, cosécétaire fédérale des Jeunes Écologistes, mouvement de jeunesse d'Europe Écologie-Les Verts (EELV), ne partage pas ce constat. Selon elle, il existe en ce moment une porosité inédite du champ politique aux idées écologistes, en particulier lorsqu'elles viennent de la jeunesse. « Tout le monde a plus ou moins conscience du mur qui nous arrive dessus. Beaucoup de nos aînés ne sont pas sûrs d'eux et sont à l'écoute de ce que notre génération a à dire. » Pour Claire, 26 ans, un des points de bascule a été la percée des listes écologistes lors des élections européennes, en 2019. EELV a récolté 13 % des voix, et est arrivé en tête du scrutin chez les 18-24 ans. « On ne s'attendait pas à ce score-là. Ça prouve que les écologistes ne sont pas condamnés à rester une force marginale. » Avant, la

« Jeune femme était engagée dans une association d'accueil aux personnes exilées : « Les migrations sont des manifestations concrètes du dérèglement climatique : les gens quittent leur pays à cause de pénuries d'eau, de conflits autour des ressources, de l'écoulement des terres par des entreprises... » Un jour, elle en a eu marre de colmater les brèches d'un système défaillant. « Je voulais me rapprocher de la fabrique de la loi, avoir une action à visée systémique. » Bien sûr, elle évoque les compromis difficiles, les obstacles, les frustrations de devoir faire avec une machine politique qui contrevient à la pensée décentralisée des Jeunes Écologistes.

Gabriel, 21 ans, ne veut, lui, plus se prêter à ce jeu électoral. « Chez Les Jeunes Écologistes, je me suis rendu compte du temps qu'on passait à essayer de placer des gens en mairie. Moi, j'avais envie de travailler sur le fond. Je ne m'y retrouvais plus. » Aujourd'hui, l'étudiant à Sciences Po fait partie du syndicat Solidaires étudiant.e.s. Au-delà de la défense des droits des étudiant.e.s, le syndicat

joue un rôle pivot dans la coordination des revendications des associations, Écologistes entre autres. « En tant que syndicat, on a une grande expérience de la mobilisation. On peut fournir un support logistique (des locaux, du matériel), mais aussi un savoir-faire autogestionnaire. »

Parmi les combats menés, faire cesser le partenariat financier entre Total et Sciences Po Paris. Théo, 20 ans, référent de la commission écologie du syndicat au niveau national, a trouvé son équilibre dans cet engagement : « J'ai passé par des mouvements de désobéissance civile, mais je trouve qu'on y dépense une énergie folle pour une efficacité limitée. À Solidaires étudiant.e.s, on propose de l'aide, on fait de l'intersociatif et c'est là-dessus qu'on fonde notre légitimité. »

#### RESPECTER LA DIVERSITÉ DES TACTIQUES

De YFC à Solidaires étudiant.e.s en passant par Greenpeace et Les Jeunes Écologistes, les passerelles sont nombreuses entre les différentes formes d'engagement pour l'écologie. Vincent

Beaulieu, chercheur en philosophie à l'université de Sherbrooke (Canada), y voit en filigrane les avancées de chacun dans son cheminement militant. « On évolue dans un parcours, au fil du temps. On fait ses expériences, on affine sa vision. » Cette porosité entre les structures participe aussi de la résilience du mouvement militant dans son ensemble : « Rester dans des formes d'engagement qui nous frustrent d'une manière ou d'une autre, c'est courir le risque de se désengager complètement. »

Si le but est commun, la divergence des moyens peut parfois s'avérer problématique. Vincent Beaulieu en appelle pour surmonter ces différences, au principe de « respect de la diversité des tactiques ». Une théorie fédérative des mouvements altermondialistes. « Ce n'est pas en excluant certaines franges qu'on construit un mouvement fort. Plutôt, à la hauteur de changements que l'on souhaite. » Dans une perspective inter-générationnelle, ce respect de la diversité des tactiques implique de reconnaître et d'accepter le parcours d'activiste de chacun, où qu'il en soit. L'empathie devient alors un élément clé pour coordonner ces différentes générations de militants. « Tenter de se reconnaître dans l'autre permet de rentrer plus facilement en dialogue et d'éviter ainsi une amnésie chronique des savoir-faire. »

Comment, alors, penser la transmission des savoirs militants, sans s'abaisser à des postures condescendantes, sans brider l'élan de la jeunesse? Le refus, selon Vincent Beaulieu, serait de la considérer avec le dédain réservé à des nouveaux à qui il faudrait tout expliquer. La diversité, la porosité et la complémentarité de ces mouvements de jeunesse leur confèrent un poids incontournable dans la lutte écologique. Le philosophe résume : « On a autant à apprendre d'eux que l'inverse. » Ces engagements, articulés et mobiles, se pensent comme un tétraèdre, reflets d'une génération qui a à cœur de penser et construire, au gré des expériences, un avenir désirable. « Après la pandémie qu'on vient de vivre, il faut que tout le monde se secoue, appelle Claire Lejeune. Il n'y a jamais eu de grand basculement politique sans désobéissance, sans action directe, sans mouvement collectif. » ▢

#### POUR ALLER PLUS LOIN

- [www.youthlocalismale.fr](http://www.youthlocalismale.fr)
- [www.greenpeace.fr](http://www.greenpeace.fr)
- [www.jeunes-ecologistes.org](http://www.jeunes-ecologistes.org)

# LOU BOUDOL

## LE TERRAIN EST SA FORCE

Astrid Barbé et  
Juliette Hochberg

Enfant, les insectes la fascinaient. Adolescente, les humains et leurs comportements l'inquiètent. Présidente et fondatrice de l'association La nature est notre force, Lou Boudol, lycéenne de 15 ans, croit aux actions locales pour préserver la planète.

Elle a le ton adulte et le choix précis du verbe, mais son sourire bagueé et ses mèches violettes et vertes rappellent son jeune âge. Lou Boudol est élève en classe de seconde, à Cusset, non loin de Vichy (Allier) et à 1 heure 30 de sa commune corrézienne : Ussel. Ce cadre rural l'a sensibilisée à l'écologie. « Je m'intéresse aux petites bêtes depuis l'enfance », s'enthousiasme-t-elle. « Aux souris aussi ! », complète Nadège Chassaing, sa maman. « Elle nous obligeait à se réveiller toutes les trois heures pour les nourrir. » Un camarade en primaire partage cette fascination. À 8 ans, ils présentent ensemble à la mère de Lou leur idée d'association de protection des animaux. « Ma fille est bien trop jeune », pense Nadège, qui demande à Lou d'attendre d'être majeure. C'est sans compter sur sa motivation et la possibilité, en droit français, de créer une association temporaire d'enfants et d'adolescents acteurs citoyens (ATEC). La nature

« N'hésitez pas à vous lancer. »

est notre force voit ainsi le jour le 23 février 2016. Fondatrice et présidente d'association à 11 ans, Lou organise des ramassages de déchets dans les forêts, puis dans les villages voisins.

Elle fédère autour de la cause ses copains, ses cousins et le fils d'une bénévole du centre social qui les aide à organiser leurs activités. La nature est notre force compte aujourd'hui une quinzaine de membres. Ensemble, ils ont organisé une conférence sur « L'agriculture de demain », des marches de collecte de déchets pour des seniors, moitié un salon de l'artisanat local. C'est Lou qui a démarché la quinzaine d'artisans, durant « des jours et des jours », se souvient-elle, sans prétention ou plainte dans la voix. « Avec son père, nous sommes très fiers qu'elle ait ces idées-là, confie Nadège Chassaing. Les premières années, j'ai beaucoup aidé l'ATEC. Plus du tout aujourd'hui. Ses membres ont grandi et n'ont plus envie d'avoir des adultes qui les surveillent. »


À l'école, certains camarades jugent la cause « ridicule ». « J'essaie de leur expliquer mon point

de vue sur l'état de la Terre », raconte Lou, d'avantage motivée par sa mission de convaincre que dépitée par l'ampleur de la tâche. « Il m'est aussi arrivé d'interpeller des inconnus qui jetaient leurs déchets dans la rue, confie-t-elle. » Face à ces comportements, Lou avoue son éco-anxiété ; elle est « carrément paniquée » pour la planète. Mais Lou ne milite pas à coups de hashtags. Elle préfère l'engagement de terrain et espère bientôt participer à une manifestation, voire en organiser une,



© DR

en milieu rural. Si elle se sent parfois isolée des grands événements pour l'écologie, l'adolescente, qui a su s'engager loin des villes et des grandes permanences d'associations, reste résolument positive. Son conseil ? « N'hésitez pas à vous lancer. Même si vous avez l'impression d'être seul, que ça ne va rien changer, ça changera, à notre échelle. »

 Bastien Cheval et Maxime Jaimes

# THOMAS LE GUILLOUX À TEMPS PLEIN POUR LE CLIMAT

Dans le sillage de son adhésion au mouvement Youth For Climate, Thomas Le Guilloux, 17 ans, s'engage à plein temps pour la préservation de l'environnement. Dans un système qu'il rejette, l'adolescent breton a quitté l'école pour se consacrer à l'écologie.

« **P**ense à la planète, prends ta bicyclette », peut-on lire sur son t-shirt. Pourtant, Thomas Le Guilloux, 17 ans, habitant de Plain-tel (Côtes-d'Armor), sait qu'il faudra plus que des vélos pour lutter contre le réchauffement climatique. « On est dans la merde », sourit, derrière ses lunettes, ce sveltes garçon aux cheveux bruns. L'adolescent a choisi de ne pas rester les bras croisés. Il a rejoint le mouvement Youth For Climate le 15 mars 2019, journée de grève mondiale de la jeunesse pour le climat. « J'ai coorganisé la première Marche pour le climat à Saint-Brieuc », raconte ce passionné de badminton qui, dans la foulée, a lancé le collectif briochin de Youth For Climate.

C'est en entrant au collège que Thomas Le Guilloux se pose « les premières questions autour de la planète et des animaux ». « C'est à ce moment-là que j'ai découvert les impacts de l'humain, je suis devenu végétarien », confie le jeune militant.

Mais celui qui se décrit comme « bon élève » ne trouve pas sa place dans le système scolaire, jusqu'à le rejeter. Il est victime d'un « burn-out scolaire » au début de la seconde, à l'automne 2018. « Je suis partie du principe qu'il fallait lui faire confiance, qu'il trouverait la solution tout seul, c'est-à-dire quitter le système scolaire », explique sa mère, Isabelle, ex-cadre de santé en reconversion.

Thomas Le Guilloux a désormais du temps pour s'intéresser aux enjeux écologiques. Avec une maturité déconcertante, il partage ses idées, convertit une partie de la famille au végétarisme et change sa façon de consommer, notamment en privilégiant le vrac et les produits locaux. « Il est impressionnant, souffle Isabelle. Son engagement, au quotidien, est une source inépuisable d'information. » Malgré son départ du lycée, Thomas continue de se former, à sa manière : « J'utilise beaucoup Wikipedia. Je trouve génial

le fait que tout le monde puisse y contribuer, c'est d'autant plus objectif et démocratique. »

Le jeune Breton s'implique localement lors des Marches pour le climat. « En avril 2019, j'ai participé aux premières assises de Youth For Climate, à Nancy. C'est comme ça qu'a débuté mon implication à l'échelle nationale. » Trois mois plus tard, il participe en Suisse

*« Le monde du travail est contraire à mes valeurs, comme notre système en général. »*

à l'élaboration la « Déclaration de Lausanne sur le climat », lors du sommet Smile for Future.

Thomas Le Guilloux prend également part à des actions plus radicales. Le 14 juillet 2019, à Bordeaux, il bloque pacifiquement un McDonald's en compagnie d'une soixantaine de militants, puis le 29 novembre, lors du Black Friday, le centre commercial des Quatre-Temps, à La Défense.

Localement, le jeune homme s'implique dans des projets personnels. Il participe à des ateliers de sensibilisation aux enjeux écologiques, comme le tri des déchets, pour des lycéens et des apprentis.

Bien qu'il se dise « très heureux » de sa situation actuelle, Thomas Le Guilloux se trouve dans une impasse quant à son avenir professionnel. « Le monde du travail est contraire à mes valeurs, comme notre système en général, que nous devons changer », lance-t-il. Mais toutes les bicyclettes de la planète ne suffiront pas... □



#### BONUS WEB - REPORTAGES VIDÉO

- Thomas Le Guilloux : [www.kaizen-magazine.com/article/thomas-le-guilloux-a-temps-plein-pour-le-climat](http://www.kaizen-magazine.com/article/thomas-le-guilloux-a-temps-plein-pour-le-climat)
- Corentin Galliard : [www.kaizen-magazine.com/article/corentin-galliard-de-centrale-aux-micro-pousses](http://www.kaizen-magazine.com/article/corentin-galliard-de-centrale-aux-micro-pousses)



# L'ÉDUCATION À L'ENVIRONNEMENT ET AU DÉVELOPPEMENT DURABLE TOUT AU LONG DE LA VIE, POUR UNE TRANSITION ÉCOLOGIQUE

## Synthèse de l'avis<sup>1</sup>

L'éducation à l'environnement et au développement durable (EEDD) doit apporter une contribution renouvelée et renforcée pour faire plus amplement partager, par tous les citoyens et tous les acteurs, la conscience des enjeux écologiques, économiques et sociaux contemporains et de leurs effets, qu'ils touchent directement à la qualité de vie des citoyens (accès à l'énergie, à l'eau, etc.) ou qu'ils portent sur le changement climatique, l'épuisement des ressources, la perte de biodiversité, les impacts sur la santé, etc. dans une perspective de développement durable.

L'EEDD doit doter les citoyens actuels et futurs des outils du changement, leur permettant ainsi à la fois de comprendre les enjeux complexes et d'agir. Le Premier ministre a saisi le Conseil économique, social et environnemental d'un avis sur l'EEDD, intégrant l'éducation non formelle et informelle, la formation continue, l'information et la sensibilisation des citoyens et des consommateurs, ainsi que leur participation. Le CESE, afin de préciser pour son avis le champ de l'EEDD, a souhaité s'appuyer à la fois sur l'histoire de ce mouvement et le rôle joué par les différents acteurs, ainsi que sur les textes de référence.

Cette approche permet de questionner, à partir des enjeux environnementaux, les dimensions économique et sociale du développement durable et de souligner la nécessité d'un continuum éducatif, comme axes majeurs de ce projet d'avis. Il n'y aura pas de transition écologique possible sans éducation au changement.

La réussite d'une telle politique d'éducation et de formation à l'environnement et au développement durable de tous les publics implique de mener dans la durée, de façon itérative, cohérente et convergente, une double démarche :

- une action volontariste de l'État et des collectivités locales, inscrite explicitement dans les politiques publiques d'éducation et de formation, d'information, de jeunesse, comme dans celles de l'environnement, du développement durable, de l'aménagement du territoire, etc. ;
- un développement plus concerté, suivi et valorisé, de projets multi partenariaux impliquant ensemble tous les acteurs publics (État, collectivités, établissements publics) et la diversité des acteurs de la société civile (associations, entreprises, organisations syndicales, familles, jeunes, etc.), les enseignants, les éducateurs, les formateurs et le monde de la recherche.

---

<sup>1</sup> L'ensemble du projet d'avis a été adopté au scrutin public par 168 voix contre 2 et 6 abstentions (voir le résultat du scrutin en annexe).

Le CESE préconise de :

## Diffuser l'EED dans la formation initiale :

- les projets et démarches EEDD des établissements d'enseignement doivent être systématisés ;
- un effort spécifique devrait être consenti outre-mer, dont les richesses (biodiversité...) et potentialités (énergies renouvelables...) fournissent des thèmes valorisant les territoires ;
- le Conseil supérieur des programmes (CSP) veillera à ce que l'EEDD soit traitée transversalement, afin qu'elle irrigue l'ensemble des disciplines de la maternelle au lycée ;
- les modalités d'une évaluation des connaissances des élèves sur les enjeux du développement durable devront être étudiées par niveau et par cycle ; cette réflexion pourra conduire à proposer dans le cadre d'une évolution des examens (brevet, baccalauréat...) une épreuve spécifique ;
- les sorties scolaires et classes de découverte doivent être systématisées pour que chaque élève fasse l'expérience du contact avec la nature, sans que les financements ne constituent une barrière ;
- la réglementation des sorties et les conditions dans lesquelles enseignants et animateurs peuvent voir leur responsabilité individuelle engagée, doivent être évaluées ;
- les intervenants extérieurs au milieu scolaire devraient s'engager à respecter des principes pédagogiques et déontologiques en adhérant à une charte nationale, issue de la concertation ;
- le temps périscolaire pourrait être mobilisé au profit de projets d'EEDD au sein même de l'école, en s'appuyant sur les projets éducatifs territoriaux ;
- l'enseignement supérieur doit intégrer l'EEDD au cœur de tous les cursus et matières, en lien avec les secteurs professionnels, en mettant l'accent sur les formations d'ingénieurs ou de management ;
- l'EEDD doit s'inscrire dans la formation initiale et continue des enseignants et des personnels d'encadrement de l'Éducation nationale.

## Développer l'EEDD dans le cadre professionnel et les cursus de formation continue

- l'EEDD doit s'articuler avec d'autres politiques telles que la RSE, la RSO et l'éco-responsabilité ;
- un chapitre consacré à l'EEDD devrait être introduit dans les rapports de développement durable lorsqu'ils sont réalisés par les entreprises ;
- l'EEDD doit être articulée autant que possible avec la réflexion sur l'évolution des métiers et les formations correspondantes, les formations à l'EEDD devant être assurées par des organismes agréés et des formateurs reconnus, dans le cadre de chartes de qualité ;
- les organismes paritaires collecteurs agréés (OPCA) doivent participer à l'amplification de l'EEDD en sensibilisant davantage entreprises et formateurs à cette problématique ;

- à travers les têtes de réseaux professionnels, il est nécessaire de sensibiliser les TPE-PME à l'EEDD et leur offrir des modalités de formation spécifiques ; un travail de recensement territorial des compétences permettrait d'établir un réseau de mise en relation des entreprises avec les organismes de formation et les associations compétents ;
- la thématique EEDD devrait trouver sa place au sein des commissions éducation-formation des comités d'entreprises ;
- la sensibilisation et la formation continue des représentants de l'État et des collectivités doivent être poursuivies.

## Faire des citoyens et des consommateurs des acteurs avertis de l'EEDD tout au long de la vie

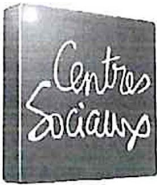
- La responsabilisation et le choix du consommateur doivent être développés au travers d'informations claires et fiables relatives à la traçabilité sociale et environnementale des produits ;
- lorsque les sources sont contradictoires ou objets de controverses, une communication institutionnelle interministérielle forte en matière d'EEDD, élaborée à partir de constats partagés, est nécessaire ;
- des partenariats entre acteurs publics et privés et médias audiovisuels publics doivent permettre de populariser la démarche d'EEDD grâce à des émissions dédiées ;
- une réflexion devrait être conduite sur l'élargissement des missions de suivi des programmes du CSA à l'EEDD ;
- les énergies individuelles citoyennes doivent être mobilisées à chaque moment et dans tous les lieux de vie ;
- un répertoire des initiatives articulant EEDD et participation citoyenne devrait être constitué, pour inciter à l'engagement.

## Mobiliser l'ensemble des acteurs publics, privés, associatifs pour faire de l'EEDD un projet collectif fédérateur et porteur d'exemplarité

- il est urgent de créer les conditions favorables à l'émergence d'une recherche en EEDD structurée et reconnue ;
- un volet EEDD doit être inséré dans tous les plans et schémas nationaux, régionaux et départementaux de politiques publiques (politiques éducatives et politiques de développement durable) ;
- les dotations financières de l'État ou des agences sous tutelle en faveur des politiques environnementales doivent être conditionnées à la mise en place d'un volet d'accompagnement en EEDD ;
- le Conseil national de la transition écologique (CNTE) pourrait utilement créer en son sein une commission dédiée à l'EEDD ;
- la France doit porter un projet d'espace de concertation à l'échelle européenne, comme il en existe au niveau national ;
- un état des lieux de l'ensemble des initiatives en matière d'EEDD doit être engagé ;

- **la mise en œuvre du volet EEDD dans le cadre des plans administration exemplaire doit être améliorée ;**
- **les actions de sensibilisation et d'éducation à l'environnement et au développement durable devraient faire l'objet de financements pluriannuels, en envisageant notamment la création d'un fonds régional dédié à l'EEDD.**

## Document 7



Fédération des Centres  
sociaux et Socioculturels  
de France (FCSF)

### Urgence écologique : les jeunes des centres sociaux s'engagent pour l'environnement

*L'urgence écologique, c'est le thème que les jeunes ont choisi d'aborder lors de la 9<sup>ème</sup> édition du Réseau jeunes, organisé par la Fédération des Centres sociaux et Socioculturels de France et la Fédération des centres sociaux du Vaucluse. Du 21 au 25 octobre 2019, ils ont été 120 jeunes et animateurs, de 15 à 20 ans, à venir de toute la France (territoires urbains et ruraux) pour cette rencontre nationale qui rassemble, chaque année, des jeunes des centres sociaux qui souhaitent se muscler sur des enjeux de société. Ils ont passé 5 jours à se sensibiliser, débattre, construire des propositions, interpeller des élus locaux et montrer que les jeunes sont les premiers concernés par les enjeux environnementaux et les premiers motivés pour agir !*

*Pour faire entendre leur voix, ils ont choisi de porter ce texte, fruit de leurs travaux collectifs, lors d'une conférence de presse, le jeudi 24 octobre.*

#### Qu'est-ce que c'est, le Réseau Jeunes ?

On est 109 jeunes de centres sociaux, de toute la France, du Val d'Oise, de la Dordogne, d'Avignon et de plein d'autres endroits. On a entre 15 et 20 ans.

Le réseau jeunes, c'est un rassemblement sur 5 jours, où on se rencontre, on cohabite, on débat, on partage nos expériences et nos points de vue sur une question de société. On est à l'aise parce qu'on est entre jeunes. 2019, c'est la 9ème édition du réseau.

Cette année, on a choisi après un vote démocratique de travailler sur l'urgence écologique. C'est un sujet d'actualité qui nous concerne tous.

Durant cette semaine, on a débattu entre nous, on s'est informé, on est allé à la rencontre d'habitants pour avoir leur avis et dialoguer. On a échangé avec des élus, des institutions, des associations.

On a aussi fait des actions de solidarité avec des associations d'Avignon et des environs.

Notre objectif : faire cause commune, nous faire notre propre avis, faire passer un message, interpeller les gens, les élus et la presse.

**Nous, jeunes des centres sociaux, considérons que nous sommes tous et toutes concernés.e.s par l'urgence écologique. Nous ressentons le besoin de prendre nos responsabilités et d'agir pour le futur.**

En tant que jeunes nous avons un regard, un point de vue sur ce sujet que nous avons travaillé collectivement, et nous nous sentons légitimes à porter cette parole collective.

En tant que jeunes, nous constatons et subissons les conséquences de la recherche constante du profit. Nous avons le sentiment d'être dans une société régie principalement par l'argent, que ce soit dans le monde politique ou dans le monde économique.

Nous avons également le sentiment qu'on essaie de détourner notre attention des véritables enjeux, alors que de profondes divisions menacent la société.

**L'urgence écologique met en péril nos trois valeurs françaises :**

D'abord notre liberté : car on constate des formes de censures et de répressions des manifestations pour le climat, et un manque d'accès à une information fiable sur l'urgence écologique.

Notre égalité : parce que l'urgence écologique nous touche différemment selon qu'on soit riche ou pauvre, et les inégalités ne font qu'empirer. Les impacts du réchauffement climatique toucheront particulièrement les pauvres à l'échelle mondiale.

Notre fraternité : d'abord parce que nos pays riches, dont la France, ont pillé les ressources naturelles des pays pauvres et du sud, et continuent aujourd'hui encore de polluer sans ménagement ces pays qui à leur tour veulent se développer. La fraternité aussi car cette crise écologique ne nous unit pas et renforce l'individualisme.

On a envie de montrer que L'Etat, les entreprises mais nous aussi, avons une responsabilité pour que ça change :

Face à l'urgence climatique, l'Etat, les pouvoirs publics, doivent s'engager. Ils doivent être exemplaires dans leurs pratiques. L'Etat possède le pouvoir, il doit donc faire respecter les lois. Il doit reconnaître et soutenir les mobilisations citoyennes autour de la transition écologique.

Les entreprises aussi ont un rôle à jouer, et une responsabilité particulière. Elles doivent changer leurs pratiques. Elles doivent être sanctionnées par le pouvoir public quand elles ne respectent pas les lois. Les entreprises veulent faire de l'argent : montrons-leur que l'écologie rapporte.

Et nous aussi, en tant que consommateurs, on peut faire pression sur les entreprises !

Nous jeunes, on n'est pas responsables du monde dans lequel on vient de naître. Les générations d'avant n'avaient pas la même conscience écologique. Mais aujourd'hui, parce qu'on se mobilise pour le changement, cela inspire des personnes plus âgées pour évoluer, pour changer leurs habitudes. On s'encourage à faire quelque chose entre toutes les générations.

On a aussi un rôle à jouer en tant qu'individu. Ça ne veut pas dire penser uniquement à soi. On peut déjà agir dans notre quartier, notre voisinage, avec d'autres, pour construire ensemble des solutions locales.

Finalement, les trois responsabilités sont liées : l'économique influence la politique, qui influence nos choix, qui influence l'économique. Il faut agir sur tout en même temps.

Tout ce qu'on vous partage, c'est ce qu'on est allé porter ce matin devant des élus locaux, la CAF, l'Etat, les élus de centres sociaux.

C'est ce qu'on aimerait que vous puissiez porter.

On entend dire qu'on est des gamins, qu'on est manipulés quand on parle d'écologie. Arrêtez de dire ça. C'est notre avenir qui est en jeu !

*Par Meriame, 18 ans, Centre social Audaces, Folschviller*

*Diego, 14 ans, Centre social Les épis, Lunéville*

*Sofian, 17 ans, Centre social Asca, Orléans*

*Rania, 14 ans, Centre social Lounès Matoub, Montreuil*

*Tina, 16 ans, Centre social de Mareuil*

*Sohaïb, 17 ans, Centre social Asca, Orléans*

*Gabriel, 17 ans, Centre social de Die*